

505 LH 234/7

542

(1940-43, 45-47)

v D 922. Conditions dans lesquelles
sont exécutés les transports en temps de
guerre (responsabilité et délai de trans-
port.)

Délais de transport en temps de guerre.

Avant l'Armistice;:

Arrêté 8. 1.40 (manque)

Après l'Armistice:

Arrêté	25.11.40 (J.O. 12.12.40)
Arrêté	26.12.40 (J.O. 20. 1.41)
Arrêté	26. 4.41 (J.O. 20. 5.41)
Arrêté	24. 7.41 (J.O. 9. 8.41)
Arrêté	23. 4.42 (J.O. 8. 5.42)
Arrêté	22. 6.42 (J.O. 20. 8.42)
Arrêté	6. 4.43 (J.O. 28. 4.43)
Arrêté	5. 8.43 (J.O. 15. 9.43)

Après la libération

Arrêté	15. 3.45 (J.O. 18. 3.45)
Arrêté	14. 6.45 (Not. 25. 6.45)
Arrêté	10. 7.45 (Not. 18. 7.45)
Arrêté	31. 8.45 (J.O. 14. 9.45)
Arrêté	30.11.45 (J.O. 16.12.45)
Arrêté	31.12.45 (J.O. 22. 1.46)

Après la date légale de cessation des hostilités

Arrêté	31. 5.46 (J.O. 6.6.46)
Arrêté	31.12.46 (J.O. 23. 1.47)

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 23 janvier 1947

ARRETE du 31 décembre 1946
portant modification de l'arrêté du 31 mai 1946
relatif aux délais de transports applicables aux
envois effectués aux conditions de la convention
internationale concernant les transports de mar-
chandises par chemin de fer

Le ministre des travaux publics, des transports et de la
reconstruction,

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la régle-
mentation des transports par chemin de fer ;

Vu la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date
légale de cessation des hostilités ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 1946, fixant les dé-
lais de transport applicables aux envois effectués aux condi-
tions de la convention internationale concernant le transport
des marchandises par chemin de fer ;

Sur la proposition du directeur général des chemins de
fer et des transports,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Par modification à l'article 1^{er} de l'arrêté
susvisé du 31 mai 1946 (1), les délais de livraison prévus par
l'article 11 de la convention internationale concernant le trans-
port des marchandises par chemin de fer sont révisés comme suit,
à partir du 1^{er} janvier 1947.

.....

(1) Aux termes de cet arrêté, les délais de livraison étaient augmentés :

- en G.V., de 2 ou 4 jours suivant que le parcours français était
inférieur ou supérieur à 300 km ;
- en P.V., de 4 jours pour 150 km et de 2 jours par 150 km en
sus.

A.- En grande vitesse

1°- Pour les envois par expédition de détail

Délai supplémentaire ramené à deux jours pour toutes distances sur le parcours français.

2°- Pour les envois par wagons complets

Délai supplémentaire ramené à un jour pour toutes distances sur le parcours français.

B.- En petite vitesse

Délai supplémentaire ramené à deux jours pour toutes distances sur le parcours français.

Art. 2.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1946.

Jules MOCH.

Extrait du Journal Officiel
Lois et décrets du 20 juin 1946

Arrêté du 31 mai 1946 relatif aux délais de transports applicables
aux envois effectués aux conditions de la Convention
Internationale concernant les transports
des marchandises par chemins de fer

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation
des transports par chemins de fer;

Vu la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de
cessation des hostilités;

Sur la proposition du Directeur général des chemins de fer et des
transports,

A R R E T E :

Art. 1er - Les délais de livraison prévus par l'article 11 de la
convention internationale concernant le transport des marchandises
par chemin de fer sont augmentés dans les conditions suivantes sur les
parcours français :

En grande vitesse :

"Augmentation de deux jours lorsque le parcours français est infé-
rieur à 300 km;

"Augmentation de quatre jours lorsque le parcours français at-
teint ou dépasse 300 km.

En petite vitesse :

"Augmentation de Quatre jours lorsque le parcours français ne dé-
passe pas 150 km pour la première fraction de 150 km du parcours;

"Augmentation de deux jours pour chaque fraction individuelle
de 150 km en sus des 150 premiers kilomètres.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de
la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1946

Jules MOCH.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

des 21 et 22 janvier 1946

ARRÊTE du 31 décembre 1945 fixant les délais de transports applicables sur les chemins de fer aux envois effectués en régime express, en régime accéléré et en régime ordinaire

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'acte dit loi du 5 août 1940 fixant les conditions d'exploitation des chemins de fer jusqu'à la cessation des hostilités, ensemble l'ordonnance du 20 juin 1944 relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés, qui a validé ledit acte;

Vu notamment, dans son article 3, l'acte dit arrêté ministériel du 5 août 1943 fixant les délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises, ensemble l'arrêté du 15 mars 1945, qui a validé ledit acte;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et transports,

Arrête :

Art. 1^{er}. - A dater du 1^{er} janvier 1946, les dispositions de l'article 3 de l'acte susvisé dit arrêté ministériel du 5 août 1943, validé par l'arrêté du 15 mars 1945, relatives aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de marchandises, y compris les colis postaux, cessent d'être en vigueur et sont remplacées par les dispositions édictées ci-après :

"a) Pour les envois effectués en régime express, les délais de transport par fer sont ceux prévus par les tarifs applicables à ce régime de transport.

"En cas de livraison à domicile, le délai de factage est augmenté de quarante-huit heures;

"b) Pour les envois effectués en régime accéléré et pour les colis postaux, il est alloué, en sus des délais prévus par

.....

les tarifs applicables à ce régime de transport, une prolongation de délai de vingt-quatre heures pour les transports à des distances n'excédant pas 200 km, de quarante-huit heures pour les distances excédant 200 km, sans dépasser 400 km, et de soixante-douze heures pour les distances supérieures.

"Toutefois, en cas d'application aux envois effectués en régime accéléré des délais spéciaux réduits consentis pour des marchandises désignées transportées exclusivement sur les relations et par les trains désignés par l'administration supérieure, l'allongement des délais applicables au parcours par fer est uniformément fixé à vingt-quatre heures.

"En cas de livraison à domicile, le délai de factage est augmenté de quarante-huit heures;

"c) Pour les envois effectués en régime ordinaire il est alloué en sus des délais prévus par le tarif applicable à ce régime de transport, une prolongation de délai de :

"Deux jours pour les transports à des distances n'excédant pas 400 km;

"Trois jours pour les transports à des distances excédant 400 km sans dépasser 600 km;

"Quatre jours pour les transports excédant 600 km.

"En cas de livraison à domicile, le délai de camionnage est doublé".

Art. 2.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1945,

Jules MOCH.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL
du 16 décembre 1945

ARRETE du 30 novembre 1945
prorogeant les dispositions de l'arrêté du 10 juillet
1945 fixant les délais de transport des marchandises
en grande vitesse, des colis et des expéditions express
sur le réseau de la Société Nationale des Chemins de
fer français

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions
des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre ;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la régle-
mentation des transports par chemin de fer ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1945 fixant les délais de trans-
port des marchandises en grande vitesse, des colis et des expé-
ditions express sur le réseau de la Société Nationale des Che-
mins de fer français ;

Vu l'arrêté du 31 août 1945 prorogeant jusqu'au 30 no-
vembre 1945 inclus les dispositions de l'arrêté du 10 juillet
1945 susvisé ;

Sur la proposition du directeur général des Chemins de
fer et des Transports,

ARRETE :

Art. 1^{er}. - Les mesures prévues aux articles 1^{er} et 2 de
l'arrêté du 10 juillet 1945 applicables, aux termes de l'arti-
cle 3 dudit arrêté, jusqu'au 31 août 1945 inclus et maintenues
en vigueur jusqu'au 30 novembre 1945 inclus par l'article 1^{er} de
l'arrêté du 31 août 1945, sont prorogées jusqu'au 31 décembre
1945 inclus.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Offi-
ciel de la République Française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1945.

Jules MOCH.

542

Extrait du Journal Officiel

Ordonnances et décrets

du 14 septembre 1945

Arrêté du 31 août 1945 prorogeant les dispositions de l'arrêté du 10 juillet 1945 fixant les délais de transport des marchandises en grande vitesse, des colis express et des expéditions express, sur le réseau de la Société Nationale des chemins de fer français

Le Ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1945 fixant les délais de transport des marchandises en grande vitesse, des colis express et des expéditions express, sur le réseau de la Société Nationale des chemins de fer français,

A R R Ê T E :

Art. 1er - Les mesures prévues aux articles 1er et 2 de l'arrêté susvisé du 10 juillet 1945 applicables, aux termes de l'article 3 de cet arrêté jusqu'au 31 août 1945, sont prorogées jusqu'au 30 novembre 1945 inclus.

Art. 2- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 août 1945.

René MAYER.

542

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
& DES TRANSPORTS

Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports

Service du Contrôle des
Transports par fer
--

2ème Bureau
--

Paris, le 18 juillet 1945

- C O P I E -

NOTIFICATION

4544

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administra-
tion de la Société Nationale des Chemins de
fer français

10 Juillet 1945 J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une
ampliation d'un arrêté en date du 14 juin 1945, relatif à
l'allongement des délais de certains transports par fer à
Grande Vitesse, d'une part, au délai de transport des colis
express et des expéditions express, d'autre part.

Par autorisation :
Le Directeur Général
des Chemins de fer et des Transports,
Le Chef de Service Adjoint,

Signature

.....

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
& DES TRANSPORTS

Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports

Service du Contrôle des
Transports par fer

2ème Bureau

4544

A R R Ê T É

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions
des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la régle-
mentation des transports par chemin de fer;

A R R Ê T É :

Article 1er

En cas d'application, aux envois de grande vitesse, des
délais spéciaux consentis en vertu de l'article 50 des tarifs
généraux pour le transport des marchandises dans les trafics
désignés effectués exclusivement sur les relations et par les
trains désignés par l'Administration Supérieure, l'allongement
des délais applicables au parcours par fer est uniformément
fixé à 24 heures.

Article 2

En ce qui concerne les colis express et les expéditions
express, les délais du transport par fer sont ceux prévus par
les tarifs applicables à ces transports.

Article 3

Les mesures prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus sont
applicables à partir du 15 juin 1945 et jusqu'au 31 août 1945,
sauf prorogation.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la
République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1945

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports

Signé : René MAYER.

Extrait du Journal Officiel

Ordonnances et décrets

du 18 juillet 1945

Délais de transport des marchandises en grande vitesse, des colis express et des expéditions express sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer,

Arrête:

Art. 1^{er}. — En cas d'application, aux envois de grande vitesse, des délais spéciaux consentis en vertu de l'article 50 des tarifs généraux pour le transport des marchandises dans les tralles désignées, effectués exclusivement sur les relations et par les trains désignés par l'administration supérieure, l'allongement des délais applicables au parcours par fer est uniformément fixé à 24 heures.

Art. 2. — En ce qui concerne les colis express et les expéditions express, les délais du transport par fer sont ceux prévus par les tarifs applicables à ces transports.

Art. 3. — Les mesures prévues aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont applicables à partir du 15 juin 1945 et jusqu'au 31 août 1945, sauf prorogation.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1945.

René MAYER.

et décrets - du 18 juillet 1945

Arrêté du 10 juillet 1945 relatif aux délais de transport des marchandises en grande vitesse, des colis express et des expéditions express sur le réseau de la Société Nationale des Chemins de fer Français

Le Ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer,

A R R E T E :

Art. 1er - En cas d'application, aux envois de grande vitesse, des délais spéciaux consentis en vertu de l'article 50 des tarifs généraux pour le transport des marchandises dans les trafics désignés, effectués exclusivement sur les relations et par les trains désignés par l'Administration supérieure, l'allongement des délais applicables au parcours par fer est uniformément fixé à 24 heures.

Art. 2 - En ce qui concerne les colis express et les expéditions express, les délais du transport par fer sont ceux prévus par les tarifs applicables à ces transports.

Art. 3 - Les mesures prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus sont applicables à partir du 15 juin 1945 et jusqu'au 31 août 1945 sauf prorogation.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1945.

René MAYER.

Direction Générale
des Chemins de fer et des Transports

Service du Contrôle des Transports
par fer

2ème Bureau

4544

Paris, le 14 juin 1945

A R R Ê T É

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions des transports commerciaux par chemin de fer pendant la guerre ;

Vu l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer ;

A R R Ê T É :

Art. 1^{er}. - En cas d'application, aux envois de grande vitesse, des délais spéciaux consentis en vertu de l'art. 50 des tarifs généraux pour le transport des marchandises dans les trafics désignés, effectués exclusivement sur les relations et par les trains désignés par l'Administration supérieure, l'allongement des délais applicables au parcours par fer est uniformément fixé à 24 heures.

Art. 2. - En ce qui concerne les colis express et les expéditions express, les délais de transport sont ceux prévus par les tarifs applicables à ces transports.

Art. 3. - Les mesures prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus sont applicables à partir du 15 juin 1945 et jusqu'au 30 juin 1945, sauf prorogation.

Art. 4. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1945.

Le Ministre des Travaux Publics et des
Transports,

Signé : René MAYER.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS

Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle des Transports
par fer

2ème Bureau

Paris, le 25 juin 1945

NOTIFICATION

C O P I E

4544

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de
la Société Nationale des Chemins de fer français.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une ampliation
d'un arrêté en date du 14 juin 1945, relatif à l'allongement des
délais de certains transports par fer à grande vitesse, d'une
part, au délai de transport des colis express et des expéditions
express, d'autre part.

Par autorisation :

Le Directeur Général des Chemins de fer
et des Transports,

Le Chef de Service adjoint,

Signature.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 18 mars 1945

-:-:-:-

ARRETE du 15 mars 1945 validant certaines dispositions de l'acte dit arrêté du 5 août 1943 fixant les délais applicables sur les chemins de fer, en régime intérieur français, aux transports de voyageurs et de marchandises.

-:-:-:-

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemins de fer;

Vu l'acte dit loi du 5 août 1940 fixant les conditions d'exploitation des chemins de fer jusqu'à la cessation des hostilités, ensemble l'ordonnance du 20 juin 1944 relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés, qui a validé ledit acte;

Vu l'acte dit arrêté du 5 août 1943 fixant les délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Arrêté :

Art. 1er. - Est validé, sous réserve de la modification qui fait l'objet de l'article ci-après, l'acte dit arrêté du 5 août 1943 fixant les délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises.

Art. 2. - Sont annulées les dispositions suivantes de l'arrêté susvisé du 5 août 1943 :

a) Deuxième alinéa de l'article 2, ainsi conçu :

"Pour les bagages traversant la ligne de démarcation, ce délai est augmenté de la durée de l'arrêt éventuellement nécessité par les opérations de contrôle toutes les fois que cet arrêt est supérieur à vingt-quatre heures; cette durée

est comptée par période indivisible de vingt-quatre heures";

b) Dernier alinéa de l'article 3, ainsi conçu :

"En outre, les délais de transport de marchandises de toute nature (y compris les colis postaux) traversant la ligne de démarcation sont augmentés de la durée de l'arrêt éventuellement nécessité par les opérations de contrôle toutes les fois que cet arrêt est supérieur à vingt-quatre heures; cette durée est comptée par période indivisible de vingt-quatre heures".

Art. 3.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 mars 1945

René MAYER.

EXTRAIT du Journal Officiel

Lois et décrets du

15 septembre 1943

Rectifié J.O. 2/10/43

Arrêté du 5 août 1943 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises, complété par les arrêtés ministériels des 26 décembre 1940 et 23 avril 1942,

A R R E T E :

Art. 1er - Le chemin de fer n'est tenu d'assurer le transport des voyageurs que par les trains réguliers de voyageurs inscrits aux livrets de marche et dans la limite des places disponibles dans ces trains. Il n'est responsable des retards que dans le cas où il serait établi qu'il y a eu faute lourde de la part du chemin de fer.

Art. 2 - Les bagages ~~se~~ pourront être mis à la disposition des voyageurs que dans un délai de quarante-huit heures compté à partir de l'heure effective d'arrivée du train pour lequel ils ont été enregistrés.

Pour les bagages traversant la ligne de démarcation, ce délai est augmenté de la durée de l'arrêt éventuellement nécessitée par les opérations de contrôle toutes les fois que cet arrêt est supérieur à vingt-quatre heures; cette durée est comptée par période indivisible de vingt-quatre heures.

Art. 3 - Les délais de transport fixés par les tarifs des administrations de chemin de fer sont modifiés ainsi qu'il est prévu ci-après :

a) Pour le transport des petits colis, colis postaux, animaux vivants (tarif à vitesse unique) et pour les transports en G.V., il est alloué, en sus des délais prévus par les tarifs applicables à ces transports, une prolongation de délai de vingt-quatre heures pour les transports à des distances n'excédant pas 200 km, de quarante-huit heures pour les distances excédant 200 km sans dépasser 400 km et de soixante-douze heures pour les distances supérieures. En cas de livraison à domicile, le délai de factage est augmenté de quarante-huit heures;

b) Pour les transports en P.V., les délais totaux prévus par les tarifs applicables, y compris éventuellement la livraison à domicile, sont doublés.

En outre, les délais de transport de marchandises de toute nature (y compris les colis postaux) traversant la ligne de démarcation sont augmentés de la durée de l'arrêt éventuellement nécessité par les opérations de contrôle toutes les fois que cet arrêt est supérieur à vingt-quatre heures; cette durée est comptée par période indivisible de vingt-quatre heures.

Art. 4 - Point de départ des délais de transport - a) pour les marchandises dont la manutention au départ incombe à l'expéditeur, le délai de transport court à partir du moment où le chemin de fer ayant mis à la disposition de l'expéditeur le ou les wagons nécessaires, le chargement du ou des wagons est terminé, à moins que le chemin de fer n'en refuse la prise en charge pour défectuosité dans le chargement;

b) Pour les marchandises dont la manutention au départ incombe au chemin de fer, les délais de transport courent à partir du moment où le chargement sur wagon pouvant avoir lieu, le chemin de fer prend en charge la marchandise. Il est tenu, à cet effet, dans chaque gare, un registre spécial sur lequel sont inscrites, sur la demande de l'intéressé et dans leur ordre de présentation, les expéditions qui n'ont pu être acceptées pour défaut de matériel. Ce registre doit être communiqué, sur leur demande, aux expéditeurs dont les envois ont été ajournés.

Si, dans un délai de quinze jours, compté à partir de l'enregistrement, par la gare intéressée, de la demande d'inscription formulée par l'expéditeur, par application de l'alinéa b) ci-dessus, l'expédition n'a pu être acceptée, cette inscription est annulée, à moins que l'expéditeur n'ait renouvelé sa demande dans le courant des trois derniers jours qui terminent cette période auquel cas cette nouvelle inscription se substitue à l'inscription primitive pour un nouveau délai de quinze jours compté à partir de l'expiration de la période de quinze jours initiale.

La demande de réinscription doit comporter les mêmes indications que la demande d'inscription primitive, faute de quoi elle sera considérée comme s'appliquant à une nouvelle expédition.

Art. 5 - Factage et camionnage - Le factage et le camionnage au départ ne sont pas garantis.

Le factage et le camionnage à l'arrivée peuvent être suspendus à toute époque sous réserve que le public ait été avisé au préalable par affiche apposée dans les gares.

En l'absence d'un tel avis, le chemin de fer n'encourt aucune responsabilité pour le factage et le camionnage à l'arrivée s'il a avisé le destinataire de l'arrivée de l'expédition et de l'impossibilité de la livraison dans les délais prévus par les tarifs.

Art. 6 - Dans le cas où, par suite de faits de guerre ou de suppression de trains résultant de l'obligation d'assurer des transports prioritaires, les acheminements réguliers ne pourraient être respectés, des délais supplémentaires pourront être fixés à titre temporaire sur des relations désignées, par des instructions ministérielles prises dans le cadre du présent arrêté.

Art. 7 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel. Ses dispositions auront leur effet à dater de cette publication et, en conséquence, les dispositions des arrêtés des 25 novembre 1940, 26 décembre 1940 et 23 avril 1942 seront annulées.

Fait à Paris, le 5 août 1943.

Jean BICHELONNE.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES COMMUNICATIONS

Délais de transport.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises, complété par l'arrêté du 26 décembre 1940 concernant le factage et le camionnage,

Arrête:

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe a de l'article 3 de l'arrêté ci-dessus visé du 25 novembre 1940, à dater du 15 mai 1943 et jusqu'au 15 septembre 1943, les délais supplémentaires de vingt-quatre heures et de quarante-huit heures mentionnés audit alinéa a sont supprimés pour les transports taxés aux prix et conditions du tarif à vitesse unique pour le transport des animaux vivants et du tarif G. V. 3 pour le transport des denrées.

Fait à Paris, le 6 avril 1943.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Pour le ministre et par délégation:

Le conseiller d'Etat secrétaire général des travaux et transports au ministère des communications,

SCHWARTZ.

Extrait du Journal Officiel

du 20 août 1942

Arrêté du 22 juin 1942
relatif aux délais applicables sur les
chemins de fer aux transports de voya-
geurs, de bagages et de marchandises

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 1940 rapportant
les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939 ;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions
dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les trans-
ports commerciaux par chemin de fer ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de trans-
port pendant la période de réquisition des ressources des chemins
de fer ;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'ex-
ploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau
ferroviaire français ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux
délais applicables sur les chemins de fer, aux transports de
voyageurs, de bagages et de marchandises, complété par l'arrêté
du 26 décembre 1940 concernant le factage et le camionnage,

Arrête :

Article unique. - Par dérogation aux dispositions du para-
graphe a) de l'article 3 de l'arrêté ci-dessus visé du 25 novem-
bre 1940, à dater du 1er juillet 1942 et jusqu'au 15 septembre
1942, les délais supplémentaires de vingt-quatre heures et de
quarante-huit heures mentionnés audit alinéa a sont supprimés
pour les transports taxés aux prix et conditions du tarif à vites-
se unique pour le transport des animaux vivants et du tarif G.V.3
pour le transport des denrées.

Fait à Paris, le 22 juin 1942.

Robert GIBRAT.

du 8 mai 1942

ARRETE du 23 avril 1942 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940, concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises, complété par l'arrêté ministériel du 26 décembre 1940,

Arrête :

Article unique.— L'article 4 (§ b) de l'arrêté du 25 novembre 1940, relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs et de marchandises, est complété comme suit :

"Si dans un délai de quinze jours, compté à partir de l'enregistrement, par la gare intéressée, de la demande d'inscription formulée par l'expéditeur, par application de l'alinéa b ci-dessus, l'expédition n'a pu être acceptée, cette inscription est annulée, à moins que l'expéditeur n'ait renouvelé sa demande dans le courant des trois derniers jours qui terminent cette période, auquel cas cette nouvelle inscription se substitue à l'inscription primitive pour un nouveau délai de quinze jours, compté à partir de l'expiration de la période de quinze jours initiale.

"La demande de réinscription doit comporter les mêmes indications que la demande d'inscription primitive, faute de quoi elle sera considérée comme s'appliquant à une nouvelle expédition".

Fait à Vichy, le 23 avril 1942,

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,
Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :
Le Conseiller d'Etat
secrétaire général des travaux et transports,

SCHWARTZ.

Délais de transport.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effec-

tués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer, aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises, complété par l'arrêté du 26 décembre 1940 concernant le factage et le camionnage,

Arrête:

Article unique. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe a de l'article 3 de l'arrêté ci-dessus visé, du 25 novembre 1940, à titre temporaire et jusqu'au 15 septembre 1941, les délais supplémentaires de vingt-quatre heures et de quarante-huit heures mentionnés audit alinéa a sont supprimés pour les transports taxés aux prix et conditions du tarif à vitesse unique pour le transport des animaux vivants et au tarif G. V. 3 pour le transport des denrées.

Fait à Paris, le 24 juillet 1941.

JEAN BERTHELOT.

Délais de transport.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu l'article 11 de la convention internationale, concernant le transport des marchandises par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 17 février 1940 relatif aux délais de transport applicables aux envois effectués aux conditions de la convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les délais de livraison prévus par l'article 11 de la convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer sont augmentés dans les conditions suivantes sur le parcours français :

1^o *Transports empruntant exclusivement, sur le parcours français, des lignes situées dans la zone non occupée.*

En grande vitesse.

Augmentation d'un jour lorsque le parcours français est inférieur à 300 kilomètres;

Augmentation de deux jours lorsque le parcours français atteint ou dépasse 300 kilomètres.

En petite vitesse.

Augmentation de deux jours lorsque le parcours français ne dépasse pas 150 kilomètres ou pour la première fraction de 150 kilomètres du parcours;

Augmentation d'un jour pour chaque fraction indivisible de 150 kilomètres en sus des 150 premiers kilomètres;

2^o *Transports empruntant exclusivement sur les parcours français des lignes situées dans la zone occupée.*

Pour tous ces transports, les augmentations de délais fixées par le 1^o ci-dessus pour la grande vitesse et la petite vitesse sont doublées;

3^o *Transports empruntant, sur le parcours français, des lignes situées, partie dans la zone occupée, partie dans la zone non occupée.*

Pour tous ces transports, les augmentations de délais fixées par le 1^o ci-dessus pour la grande vitesse et la petite vitesse sont triplées.

Art. 2. — Les dispositions prévues par l'arrêté du 17 février 1940 sont abrogées.

Fait à Vichy, le 26 avril 1941.

JEAN BERTHELOT.

Lois et décrets du 20 janvier 1941

Délais de transport.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 21 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les

chemins de fer, aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises,

Arrête:

Article unique. — L'arrêté ministériel du 25 novembre 1940, relatif aux délais applicables sur les chemins de fer, aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises, est complété par un article 4 bis rédigé comme suit:

« *Art. 4 bis.* — Factage et camionnage. — Le factage et le camionnage au départ ne sont pas garantis.

« Le factage et le camionnage à l'arrivée peuvent être suspendus à toute époque, sous réserve que le public en ait été avisé au préalable par affiche apposée dans les gares.

« En l'absence d'un tel avis, le chemin de fer n'encourt aucune responsabilité pour le factage et le camionnage à l'arrivée s'il a avisé le destinataire de l'arrivée de l'expédition et de l'impossibilité de la livraison à domicile dans les délais prévus par les tarifs. »

Fait à Paris, le 26 décembre 1940.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Pour le ministre et par délégation:

Le conseiller d'Etat secrétaire général des travaux et transports au ministère des communications,

SCHWARTZ.

Arrêté du 25 novembre 1940 relatif aux délais de transports

Délais de transports

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 1940 rapportant les dispositions de l'arrêté du 24 août 1939;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans lesquelles sont effectués, en temps de guerre, les transports commerciaux par chemin de fer;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1940 relatif aux délais de transports pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer;

Vu la loi du 5 août 1940 concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français,

A r r ê t e

.....
Art. 3 - Les délais de transport fixés par les tarifs des administrations de chemins de fer sont modifiés ainsi qu'il est prévu ci-après:

Délais applicables aux transports empruntant uniquement des lignes situées dans la zone non occupée.

"a) Pour les transports de petits colis, de colis postaux, d'animaux vivants (tarif à vitesse unique) et pour les transports en G.V., il est alloué, en sus des délais prévus par les tarifs applicables à ces transports, une prolongation de délai de vingt-quatre heures pour les transports à une distance n'excédant pas 400 kilomètres et de quarante-huit heures pour les distances supérieures. En cas de livraison à domicile, le délai de factage est augmenté de vingt-quatre heures;

"b) Pour les transports en P.V., les délais totaux prévus par les tarifs applicables, y compris éventuellement la livraison à domicile, sont doublés, le délai supplémentaire ainsi alloué étant au minimum de trois jours.

Délais applicables aux transports empruntant, en totalité ou en partie, des lignes situées dans la zone occupée.

"Pour ces transports, les délais supplémentaires fixés par les paragraphes a) et b) ci-dessus sont doublés.

"En outre, les transports de marchandises de toute nature (y compris les colis postaux) effectués de la zone occupée à la zone non

occupée et vice versa sont assurés sans responsabilité d'aucune sorte pour retard, sauf le cas où il serait établi qu'il y a eu faute lourde de la part du chemin de fer".

Art. 4 - Points de départ des délais de transport :

a) Pour les marchandises dont la manutention au départ incombe à l'expéditeur, les délais de transport courent à partir du moment où le chemin de fer ayant mis à la disposition de l'expéditeur le ou les wagons nécessaires, le chargement du ou des wagons est terminé, à moins que le chemin de fer n'en refuse la prise en charge pour défectuosité dans le chargement;

b) Pour les marchandises dont la manutention au départ incombe au chemin de fer, les délais de transport courent à partir du moment où, le chargement sur wagon pouvant avoir lieu, le chemin de fer prend en charge la marchandise. Il est tenu, à cet effet, dans chaque gare, un registre spécial sur lequel sont inscrites, sur la demande de l'intéressé, et dans leur ordre de présentation, les expéditions qui n'ont pu être acceptées pour défaut de matériel. Ce registre doit être communiqué, sur leur demande, aux expéditeurs dont les envois ont été ajournés.

Art. 5 - Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à dater de sa publication au Journal Officiel et, en conséquence, les dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1940 relatives aux délais de transport pendant la période de réquisition des ressources des chemins de fer, période prorogée jusqu'à la date de cessation des hostilités par la loi du 5 août 1940, sont annulées à la même date.

Art. 6 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Fait à Paris, le 25 novembre 1940.

Jean BERTHELOT.